

# Reprendre le pouvoir sur nos vies

SYNTHÈSE



ven 13 + sam 14 JUIN 2025

Deux jours de débats pour réveiller la démocratie au **Lieu Unique** | Nantes

# ÉDITO

## Comment reprendre le pouvoir sur nos vies ?

Cette question a traversé les deux journées organisées les 13 et 14 juin 2025 à Nantes, au Lieu Unique, par le Pacte du pouvoir de vivre et la République des Idées. Elle reflète une inquiétude profonde face aux incertitudes actuelles. Elle traduit également une aspiration à ne pas subir les décisions qui façonnent nos existences, nos territoires, notre environnement, pour pouvoir à nouveau peser collectivement sur leur orientation.

Ces journées ont pris appui sur la vitalité de la société civile. Associations, syndicats, citoyennes et citoyens, artistes, intellectuel·les ont accepté de mêler et de confronter leurs voix, dans un esprit d'écoute et de respect, pour explorer d'autres manières de dire et de faire la démocratie. Elles ont mis en lumière une démocratie de proximité, concrète, fondée sur l'expérience vécue et l'ancrage territorial, à même de nourrir l'action publique.

Les ateliers et tables rondes ont permis de faire émerger des constats lucides. Ils ont donné à entendre la réalité de ce que vivent chacune et chacun, dans les territoires de Nantes et de l'ouest comme ailleurs : les difficultés d'accéder à ses droits, à un logement, à un environnement sain, mais aussi les ressources, les initiatives et les solidarités qui se déploient au quotidien. Ils ont montré combien la société civile est une force d'interpellation, mais aussi une force de proposition, qui expérimente, innove et apporte un regard indispensable pour penser des politiques publiques plus justes.

La démocratie n'est pas l'effacement des désaccords. Elle suppose au contraire de les nommer, de comprendre ce qui crée des blocages lorsque l'on veut changer les choses, d'explicitier les non-dits et les malentendus. Se mettre d'accord sur nos désaccords est une condition pour construire des compromis parfois exigeants, à la hauteur des urgences sociales et écologiques.

Dans un contexte marqué par l'incertitude, la fatigue démocratique et la tentation du renoncement, ces deux journées ont été porteuses d'espoir et de lien. Elles ont offert un temps de recul collectif, une respiration nécessaire pour renouveler l'engagement. Elles ont rappelé que le pouvoir de vivre dignement, pour toutes et tous, dans un environnement préservé, passe par une démocratie vivante, inclusive et attentive aux voix de celles et ceux qui font la société.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des intervenant·es, les participant·es, les bénévoles et toutes les personnes mobilisées, dont l'engagement a fait la réussite de ce forum.

La présente synthèse ne prétend pas restituer exhaustivement la richesse des débats. Elle cherche avant tout à en dégager les lignes de force et à contribuer, à sa manière, à l'élaboration d'un nouveau récit collectif : celui d'une société tournée vers les solidarités, le souci de l'autre et la capacité retrouvée de reprendre le pouvoir sur nos vies.

**Christophe Robert**

*Délégué général de la Fondation  
pour le logement des défavorisés  
Porte-parole du Pacte du pouvoir de vivre*

**Pierre Rosanvallon**

*Professeur au Collège de France  
Président de la République des Idées*



# SOMMAIRE

## VEN 13 JUIN

### Débats

RENDRE VISIBLES  
LES INVISIBLES 4

(RE)PRENDRE  
LA PAROLE 6

RACONTER LA VIE,  
REPRÉSENTER LE  
MONDE 8

Table ronde  
**SE FAIRE ENTENDRE** 10

## SAM 14 JUIN

### Débats

LA FORCE DU COLLECTIF 12

AGIR POUR NOS DROITS 14

DÉMOCRATIE :  
PARTICIPONS ! 16

Table ronde  
**RÉVEILLER  
LA DÉMOCRATIE** 18

### Débats

OÙ ÇA COINCE ? 20

L'ÉCOLOGIE, L'AFFAIRE  
DE TOUTES ET TOUS 22

FAIRE SOCIÉTÉ AVEC  
NOS DIFFÉRENCES 24

Table ronde  
**CE QUI NOUS UNIT,  
CE QUI NOUS DIVISE** 26

# RENDRE VISIBLES LES INVISIBILISÉ·E·S

Débat du  
VENDREDI 13 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Nous faisons toutes et tous partie de la société mais y avons-nous la même place? Peu ou pas visibles, des personnes, des groupes et des territoires, se sentent aujourd'hui délaissés par les décisions politiques, pas assez pris en compte. Comment peuvent-ils gagner ou regagner l'espace qui leur revient et quels rôles peuvent jouer les organisations de la société civile pour les y aider? Comment les mondes de la recherche peuvent-ils y contribuer?

**Intervenant-es:** **Christophe Dumotier** (La Fraternité), **Daniel Goldberg** (président de l'Uniopss, l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), **Dominique Méda** (sociologue), **Pauline Rochart** (consultante indépendante spécialiste des mutations du travail) et **Catherine Salle** (représentante locale d'ATD Quart Monde).  
**Animation:** **Sarah Al-Matary** (La Vie des idées).

Christophe Dumotier raconte son expérience de la rue après avoir quitté Nantes pour la région parisienne, et comment il s'en est sorti, d'abord bénévole puis employé aux œuvres sociales de La Fraternité, association nantaise d'entraide. Il estime avoir été mieux soutenu par des réseaux informels que par l'accompagnement institutionnel: «Pour eux, même si on travaille, on ne fait rien à côté, mais ils se rendent pas compte que tout ce qu'on vit la journée ou même la nuit, c'est épuisant mentalement et physiquement.» Dominique Méda insiste sur ce besoin d'écoute et de reconnaissance révélé par les enquêtes au travail, et sur l'importance d'accorder temps et moyens pour construire des parcours d'insertion. Autrice d'une enquête sur les mobilités géographiques, Pauline Rochart souligne que ceux qui rentrent dans leur région d'origine cherchent à retrouver des repères et relais de solidarité.

Les structures associatives ont un rôle majeur dans le soutien aux personnes précaires. Catherine Salle rappelle la vocation d'ATD Quart

Monde, dont de nombreux militants ont connu la pauvreté, et qui, depuis sa fondation par Joseph Wresinski, a contribué à l'adoption de dispositifs publics (RMI-RSA, CMU, AME...). Daniel Goldberg déplore le manque de prise en compte du terrain par les politiques publiques: «On ne repart plus des réalités de vies vécues. Il y a toute une partie de la population, sans doute même majoritaire, qui se sent invisibilisée.» Il pointe aussi l'écart entre droits proclamés et effectifs, faute de moyens pour les structures en charge de difficultés courantes (protection des mineurs, handicap, perte d'autonomie).



Face aux carences publiques, individus et associations peuvent s'organiser pour se faire entendre, rappellent Catherine Vincent et Daniel Goldberg. «On a un combat idéologique à mener», souligne Dominique Méda, face au néolibéralisme, pour valoriser la mission étatique envers les précaires. Pauline Rochart note toutefois le découragement d'une large part de la population envers les politiques publiques, propice à l'extrême-droite – comme à Trump aux États-Unis, rappelle Dominique Méda.

Les personnes précaires demandent avant tout les moyens de vivre décemment. Les réactions au sein de la salle permettent de discuter la notion de « visibilité » : des voix croient à l'importance de faire connaître les situations individuelles contre les préjugés. En réaction, Dominique Méda défend la création d'espaces de délibération, y compris au travail. Le rapport à l'État est par ailleurs évoqué : la défiance est nourrie par la montée d'instances de contrôle et la difficulté de l'accès aux droits. Pauline Rochart et Dominique Méda alertent aussi contre les logiques de « reporting » et les usages de l'intelligence artificielle pour évaluer les individus ou encore les réponses aux appels à projets publics. Enfin, l'importance de défendre des services publics face aux remises en cause actuelles est soutenue par le public.



# (RE)PRENDRE LA PAROLE

Débat du  
VENDREDI 13 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Pour se faire entendre, il faut prendre la parole, échanger, parler haut et fort pour revendiquer ses valeurs et ses intérêts. Mais comment faire entendre sa voix, celle des plus précaires ou de celles et ceux qui se sentent en marge de la société ? Si s'exprimer est le point de départ pour faire comprendre sa réalité, est-ce suffisant pour venir à bout des injustices et des inégalités ?

**Intervenant-es:** **Pascal Brice** (président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité), **Antoine Garapon** (magistrat, spécialiste de la justice restaurative), **Cécile de Oliveira** (avocate pénaliste), **Paolo Donatini** (personne aidée par LesEauxVivesEmmaüs devenue administratrice) et **Sophie Jarny** (France Terre d'Asile).

**Animation:** **Ivan Jablonka** (La Vie des idées).

Ayant fait l'expérience de la rue après de graves difficultés économiques et de santé, Paolo Donatini témoigne de son sentiment d'invisibilité et d'avoir été longtemps privé de toute communication avec autrui. Ne pas pouvoir parler, ne pas être entendu : l'enjeu est aujourd'hui pris en compte par les associations, comme l'explique Sophie Jarny, avec un travail au sein de France Terre d'Asile sur les différences de repères culturels dans les échanges avec les demandeurs d'asile ou leurs familles, aussi bien pour les démarches administratives que pour l'élaboration d'outils d'aide à la parentalité par exemple.

Le problème de la parole est aujourd'hui « vital » pour Pascal Brice, qui constate dans les rassemblements publics comme dans les circonstances tragiques « le besoin de parler, de dire la peur, l'incompréhension » mais constate aussi « l'impossibilité de la parole », notamment face à sa confiscation régulière par les acteurs politiques. Faire que les acteurs de la solidarité (exclu-es, travailleur-ses du social, riverain-es) se parlent et s'entendent est essentiel, et nécessite de retrouver, selon lui, « la capacité à se confronter à ce que d'autres vivent de différent », pour sortir des peurs et des crispations.



Avocate, Cécile de Oliveira a pour métier de porter une parole que les personnes qu'elle défend ne peuvent parfois porter elles-mêmes : détenu-es, personnes déficientes, étranger-es, enfants victimes. Lui-même ancien juge des enfants, Antoine Garapon distingue aussi la parole ritualisée du procès, et celle qui est émise dans le cadre de la Commission Reconnaissance et Réparation qu'il préside (CRR), où les témoignages d'agressions sexuelles prennent place dans le cadre d'un parcours de reconnaissance, accompagnant les victimes dans une démarche mémorielle.

Les échanges au sein de la salle permettent de relever diverses expériences, à travers la multiplication de lieux de dialogue dans des contextes associatifs ou éducatifs. Les interventions prolongent ce désir d'être entendu, opposé à la parole envahissante des personnels politiques ou aux inquiétudes des populations tentées par l'extrême-droite. Pascal Brice souligne la dimension transformatrice de la parole pour toute la société face à ces dangers, et pour retrouver la voie de la solidarité. Ce besoin d'une parole « parlante », ainsi que la désigne Antoine Garapon d'après Merleau-Ponty, se heurte cependant au

réel. « Chacun vit dans sa bulle » déplore un intervenant, et Paolo Donatini rappelle l'isolement constant des exclu-es, et les efforts qui restent à fournir pour faire changer les regards et reculer les préjugés. Ses mots sonnent comme un appel : « Regardez autour de vous ! Dites bonjour ! ». Pascal Brice comme Sophie Jarry soulignent aussi les obstacles supplémentaires à certaines prises de parole - de femmes, de migrant-es. Le droit à la parole et à ce qu'elle soit entendue constitue aujourd'hui, incontestablement, un impératif de dignité et de reconnaissance.



# RACONTER LA VIE, REPRÉSENTER LE MONDE

Débat du  
VENDREDI 13 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Difficile de le nier, nous sommes majoritairement en contact avec des personnes qui nous ressemblent, qui ont les mêmes centres d'intérêt. Pour sortir de nos cercles et nous ouvrir à d'autres réalités, l'art et la culture jouent un rôle clé. Ils peuvent nous permettre de mieux comprendre les autres. Comment donner à voir la diversité des parcours de vie, des réalités quotidiennes ? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré pour que chacun-e se sente mieux représenté-e ? Quel rôle joue la fiction dans les prises de conscience et les mobilisations collectives ?

**Intervenant-es :** **Pauline Peretz** (historienne, spécialiste des États-Unis), **Marc Syrigas** (scénariste), **Marina Wittmann** (coopératrice de l'association nantaise La Luna) et **Michel Surgey** (administrateur de l'association nantaise Tissé Métisse).

**Animation :** **Eli Commins** (Le Lieu Unique).

Le poids des récits pour nourrir le débat public est souligné par les intervenant-es, tous horizons confondus. Que ce soit pour raconter l'adolescence avec humour (*Les Beaux Gosses*, 2009), montrer les coulisses du pouvoir présidentiel (*Le Tigre et le Président*, 2022) ou dévoiler le poids du lobbying européen (*Une affaire de principe*, 2024), Marc Syrigas rappelle l'enjeu éthique d'une fictionnalisation du réel, citant pour modèles Ken Loach ou les frères Dardenne pour leur capacité à donner à voir le réel sous une forme dramatisée. Pauline Peretz retrace de son côté le lancement de la collection « Raconter la vie » en 2014, sous l'égide de Pierre Rosanvallon, avec pour objectif de « renouveler le genre de l'enquête » à la première personne. Elle rappelle que cette série était complétée par un site internet, pour agréger de nombreux récits de vie d'anonymes racontant leur histoire, et les accompagner pour la faire connaître.

Le milieu associatif a aussi un rôle à jouer, souligne Marina Wittmann en témoignant de la force du sentiment collectif qui habite les ateliers de La Luna, animé par des plasticiennes intervenant dans des quartiers nantais comme les Dervalières autour de la réalisation de projets artistiques dans l'espace public. Michel Surgey souligne l'ambition de l'association Tissé Métisse, qui utilise le levier culturel comme outil de lutte contre l'exclusion et les discriminations, sur un mode festif. « Raconter la vie de l'autre, ça rend vivant ! » avance-t-il en soulignant un fondamental « besoin de parler » auquel répondent de telles initiatives.



Une inquiétude plusieurs fois exprimée concerne la réception des récits, en un temps de standardisation des formats et de fragmentation des publics, favorisées par le numérique et les GAFAM. Alors que Marina Wittmann décrit la curiosité comme qualité humaine et valorise le caractère relationnel des actes de création, Marc Syrigas affirme l'importance de « reprendre une partie de son libre-arbitre » et y voit aussi un enjeu pour construire des récits aptes à susciter l'émotion. Pauline Peretz cite aussi la possibilité d'inventer des lieux de rencontres pour mettre pleinement en valeur les expériences, à l'exemple du « Centre des récits » mis en place par Caroline Guiela Nguyen au Théâtre national de Strasbourg, pour recueillir des paroles qui nourrissent la création scénique, ou encore de l'institution universitaire dans sa mission démocratique.

L'impact transformateur des récits est aussi mis en question, certaines réactions soulignant l'importance d'articuler le « raconter » avec l'invention collective de solutions de justice, à l'exemple des universités d'ATD Quart Monde. Pauline Peretz rappelle aussi l'importance de l'école et des universités pour toucher les jeunes de tous horizons sociaux et culturels et les ouvrir à des textes, des créations et des expériences d'une manière à « créer du commun ». Pour toutes et tous, l'enjeu du décroisement entre expériences et pratiques apparaît crucial.



# SE FAIRE ENTENDRE

Table ronde  
VENDREDI 13 JUIN

» VOIR LE REPLAY

Au sein de notre société, beaucoup de personnes ont le sentiment que leur vie ne compte pas. Leurs réalités quotidiennes ne correspondent pas aux récits politiques et médiatiques couramment véhiculés et leur voix n'est pas souvent entendue. Dès lors, comment y remédier ? Où et comment rendre visibles ces réalités ? Et comment leur donner de l'écho pour peser dans les discussions publiques ?

**Intervenant-es :** Marie-Aleth Grard (présidente d'ATD Quart Monde), Marylise Léon (secrétaire générale de la CFDT), Ivan Jablonka (historien et éditeur) et Jérémie Peltier (co-directeur de la Fondation Jean Jaurès).

**Modération :** Pierre Rosanvallon.

Interrogée par Pierre Rosanvallon sur la représentativité syndicale, Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, rappelle que par les élections professionnelles et leurs adhérents, les organisations syndicales sont un acteur démocratique essentiel : « donner voix au travail, c'est incarner la démocratie dans le réel ». Le Pacte du pouvoir de vivre prolonge cela : « plutôt que de séparer les thématiques, les traiter ensemble pour apporter des solutions concrètes ». Mais la démocratie implique aussi d'ouvrir les processus de décision : « Faire place à la parole, c'est aussi lui donner des effets ! »

Marie-Aleth Grard détaille la culture d'ATD Quart Monde, impulsée dès l'origine par Joseph Wresinski et Geneviève De Gaulle-Anthonioz, fondée sur l'expérience des plus pauvres et à l'origine de droits nouveaux (RMI, CMU, DALO). Les recherches récentes d'ATD sur les dimensions cachées de la pauvreté (isolement, maltraitements institutionnelles), ont ainsi conduit l'INSEE à réévaluer le nombre de personnes pauvres en France à 11,2 millions en 2024, contre 9,1 millions selon la seule définition monétaire.

Jérémie Peltier présente les enquêtes de terrain de la Fondation Jean Jaurès, sur les habitudes de consommation et lieux populaires (supermarchés, bars PMU, bals country). Ces travaux révèlent les peurs face à l'isolement et à la déshumanisation du monde : « Pour comprendre cette société où l'on a le sentiment de vies parallèles, il est important de s'intéresser aux témoins de l'époque. »



Pour Ivan Jablonka, l'invisibilité sociale relève d'un « choix de regard : ne pas voir, détourner le regard, par mépris, indifférence, oubli, ou parce qu'on est obnubilé par les statistiques ». Il défend le rôle de la littérature et des sciences sociales pour donner la parole aux invisibles, comme pour parler « au nom de ceux qui ne peuvent pas parler » - avec méthode, humilité et respect pour les enquêtés. L'autobiographie, à l'exemple d'Annie Ernaux, contribue aussi à la désinvisibilisation.

Les échanges avec la salle portant sur la difficulté à se faire entendre et l'absence d'écoute du personnel politique, Marylise Léon partage les réflexions de la CFDT pour mieux écouter ses propres adhérents et revitaliser le dialogue au travail. Aussi plaide-t-elle pour des « formations politiques vivantes, qui font vivre leurs débats en interne tout en posant des questions qui intéressent les citoyens et citoyennes ».

Répondant à la question de Pierre Rosanvallon - « Comment transformer les paroles d'en bas en un discours social articulé ? » - Marie-Aleth Grard insiste sur la nécessité de donner du temps aux personnes dont la parole compte. Répondant au désir de solutions concrètes, elle affirme : « il faut qu'on montre qu'il y a de la solidarité dans notre pays », citant l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée.

Interrogé sur le rôle des journalistes, Ivan Jablonka le voit comme complémentaire à celui des historiens, citant Jean Hatzfeld sur le génocide rwandais, ou Fabrice Arfi sur les affaires de corruption. Sa propre enquête sur le meurtre de Laëtitia en 2011 a emprunté des voies similaires, par le souci de mettre en regard professionnels de la parole, témoins ordinaires, et propos de la défunte elle-même, retrouvés sur son compte Facebook, et afin de « coudre ensemble tous ces mots pour faire un texte choral, mais qui ne m'appartient pas ».



Jérémie Peltier évoque l'analyse par la Fondation Jean-Jaurès de 400 000 questionnaires issus des cahiers de doléance de 2019, à l'aide d'une intelligence artificielle. « Les gens demandent une démocratie beaucoup plus adulte » (consultations, décentralisation, proximité) mais aussi une fiscalité transparente et équitable (retour de l'ISF, lutte contre l'évasion fiscale, impôt sur le revenu universel), et la défense des services publics et de l'universalité du modèle social français.

Pour conclure, Pierre Rosanvallon rappelle le lien historique entre syndicalisme et prise de parole par les journaux ouvriers. Marylise Léon insiste : « le collectif a une responsabilité à ce que chacun se sente autorisé à prendre la parole ».



# LA FORCE DU COLLECTIF

Débat du  
SAMEDI 14 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Pour défendre nos droits, faire valoir nos idées, porter nos revendications, l'union fait la force. Le rôle des associations, syndicats, acteur-ices de l'économie sociale et solidaire est essentiel. Comment recréer du collectif ? Comment donner davantage de voix et de poids à celles et ceux qui s'engagent pour un monde meilleur ?

**Intervenant-es:** **Frédéric Gilli** (économiste, directeur de Grand Public, agence de conseil et de concertation), **Sonia Paccaud** (coordinatrice du Pacte de Pouvoir de Vivre pour la région-Auvergne Rhône-Alpes), **Frédérique Héry** (représentante de Territoire Zéro Chômeur de Longue durée).

**Animation:** **Dominique Vienne** (ATD Quart Monde).

Avec 20 millions d'adhérent-es associatif-ves et 15 millions de bénévoles en France, à quel point le collectif est-il utile pour défendre nos droits ? Directeur de l'agence Grand Public, Frédéric Gilli accompagne entreprises et collectivités dans leurs transformations par l'organisation de consultations et l'implication des citoyen-nes, et constate la défiance des dirigeant-es à l'égard du grand public et s'inquiète d'une tendance à écarter la concertation en la qualifiant de démagogique ou populiste. « Le sens civique, ça se travaille », et cela passe par la valorisation des démarches collectives, sans chercher à les canaliser. De son côté, Frédérique Héry s'appuie sur les expériences de terrain de l'association Territoire Zéro Chômeur de Longue durée, qui promeut le dispositif public expérimental du même nom. Elle souligne l'importance d'un engagement partagé et de la coopération entre acteurs complémentaires (collectivités publiques, partenaires sociaux, entreprises) pour la mise en œuvre effective d'une telle politique.

Le Pacte du Pouvoir de Vivre est, lui aussi, un pari sur la force du collectif, comme le rappelle Sonia Paccaud en revenant à son émergence en 2019, comme alliance d'organisations plurielles

dans un contexte de contestations sociales et de raideur des interlocuteurs politiques. Le plaidoyer national y est conçu en complément d'une action locale auprès des décideurs et du public, pour faire émerger des propositions et des projets concrets.

Les prises de parole de la salle déplorent le délitement de la dimension collective des solidarités et le manque d'écoute des décideurs politiques. Quel impact, dès lors, des mobilisations ? Frédéric Gilli constate un « moment de bascule » lié à la globalisation et à la crise environnementale, tout en affirmant le poids contraire des forces néolibérales. « Les dirigeants politiques sont souvent entre eux » : les rassemblements collectifs peuvent contribuer à les reconnecter au réel. « Il n'y a pas mieux que d'amener sur le terrain des député-es et sénateur-trices », abonde Frédérique Héry. Des intervenant-es dans la salle insistent aussi sur la capacité des mobilisations à agir sur le long terme, contre la focalisation politique sur l'immédiateté.

Sonia Paccaud constate de son côté que l'engagement permet de « lutter contre la désespérance », et retire de son expérience que le collectif et le concret permettent bien d'atteindre les décideurs. Les organisations de la société civile portent la parole quand elle n'est pas audible, rappelle-t-elle. Frédéric Gilli souligne le rôle de collectifs qui, comme le Pacte du Pouvoir de Vivre, fonctionnent comme relais d'une large partie de la société française, avec la possibilité de peser sur les acteurs dirigeants. Plusieurs témoignages d'acteurs associatifs vont dans le même sens, en soulignant l'importance de définir un « je » collectif identifiable.

Frédéric Gilli voit un enjeu essentiel qui passe par la reconnaissance des voix individuelles, l'espace d'échange étant mobilisateur.



# AGIR POUR NOS DROITS

Débat du  
SAMEDI 14 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Pour un accès à des services publics de qualité, à un environnement sain mais aussi pour lutter contre les discriminations et protéger les plus vulnérables, la défense de nos droits est un combat de tous les jours. Comment la rendre plus efficace ? Et comment aller plus loin et acquérir de nouveaux droits, pour toutes et tous ?

**Intervenant-es:** **Pierre Hinard** (lanceur d'alerte dans l'agro-alimentaire), **Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky** (anthropologue, directrice de l'Institut Convergences Migrations), **Irène Théry** (sociologue du droit, de la famille et de la vie privée) et **Rémi Dégouveia** (militant de l'association Jeunesse ouvrière chrétienne – JOC 44).

**Animation:** **Nicolas Delalande** (La République des Idées).

Face à la montée des tendances autoritaires, les intervenant-es témoignent de formes d'engagement cruciales pour défendre les droits. Lycéen et militant de la JOC, Rémi Dégouveia y voit un espace de défense des droits des jeunes à la santé et à une alimentation saine, dans un contexte de précarité intense. Lanceur d'alerte ayant permis la condamnation d'un groupe industriel adepte de la « remballe » de viande, Pierre Hinard rappelle que les intérêts économiques mettent en danger l'exercice du droit même et de la justice. La question migratoire est un autre lieu d'érosion des droits individuels, constate Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky : « le droit des étrangers et de l'asile produit de l'arbitraire ». Face à des tribunaux débordés et des procédures souvent inintelligibles, il devient impossible de garantir des droits essentiels - à la santé, à l'éducation.

Face à la multiplication de telles situations, Irène Théry croit au rôle essentiel des lanceurs d'alerte, de celles et ceux qui bravent les interdits pour faire valoir les droits de catégories minoritaires et invisibilisées - à l'exemple des personnes intersexes. Faire connaître la réalité est un travail essentiel :

« les médias, les témoignages ont un grand rôle ». Ces démarches se trouvent cependant systématiquement confrontées à des réflexes de rejet et d'incrédulité : « Ce qu'on appelait une minorité révèle toujours un impensé de la norme majoritaire » souligne-t-elle, montrant ainsi comment la généralisation de l'accès à la procréation médicalement assistée a contribué à dévoiler la culture du secret et du mensonge jusqu'alors organisée autour de ces pratiques.



De nombreuses réactions déplorent la multiplication des situations de droits bafoués et d'arbitraire : comment agir face à un droit devenu injuste ? Rémi Dégouveia rend compte du quotidien de jeunes subissant de nombreuses injustices, et des difficultés à accéder aux instruments pour faire valoir ses droits. La solitude du lanceur d'alerte est aussi une réalité, soulignée par Pierre Hinard, en raison des pressions des milieux économiques et de leurs liens avec les médias locaux, comme de la position de retrait des pouvoirs publics. Le problème persistant du non-recours aux droits est également évoqué au sein de la salle.

Les entorses aux droits les plus élémentaires des personnes migrantes nourrissent les échanges. Elles ne pourront être combattues, pour Marie-Caroline Saglio-Yatzmirsky, sans soulever de multiples enjeux, liés à l'histoire coloniale comme aux perspectives démographiques et économiques. Plus encore, rappelle Irène Théry, pour lutter contre les injustices, « il faut admettre qu'on est divisés », comme les hommes peuvent

refuser d'être masculinistes, ou comme chacun-e peut lutter contre le validisme et se sentir concerné-e par le problème du handicap. Mais la révolution de l'égalité passe désormais aussi par la prise en compte d'un véritable courant contre-révolutionnaire, dans le sillage de Trump aux États-Unis.



# DÉMOCRATIE : PARTICIPONS !

Débat du  
SAMEDI 14 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

La démocratie ne se réduit pas au vote mais il est parfois difficile de trouver d'autres espaces pour participer à la vie démocratique et se sentir pleinement acteur et actrice des choix de société. Tirage au sort, vote au jugement majoritaire, référendum d'initiative citoyenne, conventions citoyennes, jurys délibératifs... comment faire entendre sa voix en dehors des élections ?

**Intervenant-es:** **Loïc Blondiaux** (politiste, spécialiste de la démocratie et de la participation citoyenne), **Thierry Pech** (directeur général de Terra Nova, ancien co-président du comité de gouvernance de la convention citoyenne pour le climat), **Claire Thoury** (présidente du Mouvement associatif), **Mohamed Selama** (personne aidée par Les Eaux Vives Emmaüs devenue administratrice) et **Georges Cavret** (co-fondateur du laboratoire d'innovation sociale Ville simplement).  
**Animation:** **Christophe Dague** (Le Pacte du Pouvoir de Vivre).

Comment faire entendre sa voix aujourd'hui ? Spécialiste de la démocratie, Loïc Blondiaux admet ne pas toujours participer à hauteur des possibilités comme citoyen, mais assume une position de « passeur » entre le monde de la recherche et les publics non universitaires. Avec l'association Ville simplement, Georges Cavret s'efforce, lui, de sensibiliser les jeunes aux questions d'inégalité sociale. Pour Mohamed Selama, se faire entendre impose de s'engager : « faire quelque chose, manifester, bloquer une route, peu importe ce que tu défends : agir ! »

Ayant concilié l'engagement et la recherche en tant que sociologue, Claire Thoury réalise la chance de pouvoir s'exprimer publiquement, et voit une responsabilité dans le fait de porter la parole des autres, notamment issus du tissu associatif. Thierry Pech partage ce sentiment, tout en soulignant que la démocratie suppose d'accepter des règles collectives. « S'exprimer c'est bien, décider c'est mieux » : gouverner ensemble suppose aussi d'accepter le compromis.



Se faire entendre reste utile, même par l'indignation ou la colère estime Claire Thoury, pour éviter l'implosion sociale. Thierry Pech observe cependant une défiance dangereuse à l'égard des politiques, ignorante des contraintes qu'ils subissent. Celles-ci, rappelle Loïc Blondiaux, tendent cependant aujourd'hui à n'aller que dans le sens des milieux favorisés et des intérêts économiques.



Au sein de la salle, on déplore la trop faible place accordée à la consultation dans les décisions publiques, et des méthodologies inadaptées, depuis les consultations locales jusqu'aux Conventions citoyennes pour le climat ou sur la fin de vie. Thierry Pech en retient pourtant des aspects positifs, comme un sens de la responsabilité nouveau chez les élus, quand Claire Thoury rappelle l'adoption de deux lois sur la fin de vie issues de ce processus civique.

Pour Loïc Blondiaux, le dissensus peut être source de richesse, dans un cadre qui le permet. Georges Cavret l'illustre par l'approche de Ville Simplement, accompagnant les revendications des jeunes à plusieurs niveaux - individuel, en groupe, et par des actions de plaidoyer. Tout en partageant le sentiment de défiance à l'égard des milieux politiques, Mohamed Selama s'interroge de son côté : dans un contexte de précarité grandissante, comment « intéresser à agir » les personnes qui n'osent pas ? Claire Thoury appelle à mieux tenir compte des émotions et expériences dans le débat public, qui ne peut s'en abstraire. Entre la revendication et la décision, une place reste à réserver à la délibération : Loïc Blondiaux partage ce constat. Des outils nouveaux évoqués dans les échanges, comme le scrutin par jugement majoritaire ou le référendum d'initiative citoyenne, peuvent aller en ce sens.



# RÉVEILLER LA DÉMOCRATIE

Table ronde  
SAMEDI 14 JUIN

» VOIR LE REPLAY

Peut-on encore réveiller la démocratie, la rendre désirable et bénéfique à tous les membres de la société ? Cela suppose de renouveler son imaginaire, de repenser ses institutions et d'enrichir ses pratiques. C'est à cette condition que nous pourrions poursuivre le combat pour la dignité, l'égalité des droits et l'émancipation. Une société juste a besoin d'une démocratie vivante et créative !

**Intervenant-es:** **Tarek Daher** (délégué général d'Emmaüs France), **Philippe Descola** (anthropologue), et **Najat Vallaud-Belkacem** (présidente de France Terre d'asile).

**Modération:** **Claire Thoury** (présidente du Mouvement associatif).

En introduction, Claire Thoury souligne le paradoxe d'une démocratie qui se réinvente pourtant au quotidien par les initiatives associatives. Acteur de terrain et délégué général d'Emmaüs France, Tarek Daher observe que les citoyens se saisissent de sujets complexes au niveau local, citant le mouvement des régies de quartiers, cadres d'une véritable cogestion dans les quartiers populaires. Emmaüs s'engage dans de nombreuses initiatives, comme pour la réinsertion des ex-détenu-es, ou l'accueil des réfugié-es. « On peut construire des solutions à partir du réel », constate Claire Thoury, malgré les faiblesses du dialogue avec les institutions, et les inquiétudes des publics fragiles comme les personnes réfugiées : « est-ce qu'on n'est pas plus efficace sous les radars ? » demande Tarek Daher, valorisant la dimension infrapolitique des luttes de proximité.

Anthropologue, Philippe Descola a pu connaître ou observer des sociétés échappant aux inégalités contemporaines. « Le monde de la marchandise est né d'une révolution anthropologique », une césure fondamentale entre humains et non humains à partir du XVII<sup>e</sup> siècle occidental.

Quel autre système-monde envisager ? Des exemples existent, citant certaines communautés amazoniennes dont les demandes de reconnaissance se fondent sur la préservation de relations avec un milieu naturel, mais aussi l'ex-ZAD de Notre-Dame-des-Landes où, selon lui, « des jeunes gens se sont attachées à un milieu de vie, un lieu qui les accueille, et non qu'ils s'approprient ». Ces expériences montrent combien les concepts eurocentrés de la modernité doivent être repensés : la nature, la société, l'histoire, l'économie. Philippe Descola voit dans ce contexte des motifs d'espoir : « la brutalité de la réaction de l'internationale conservatrice manifeste que ces forces ont identifié leur ennemi ». De nouvelles formes de cohabitation peuvent s'inventer, par exemple à travers la reconnaissance juridique d'entités naturelles et milieux de vie, plusieurs cas concrets résultant de l'action de communautés autochtones.



Pour Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France Terre d'asile, réveiller la démocratie nécessite un juste diagnostic et une responsabilisation des citoyens : « nous souffrons collectivement d'une forme de paresse intellectuelle ». Elle met en garde contre l'usage incontrôlé des outils numériques et la porosité aux algorithmes, appelant à une régulation. Ces outils induisent chez les citoyens une insatisfaction profonde reflétée par leur impatience à l'égard du personnel politique et leur rapport à la démocratie. Pourtant, les citoyens s'engagent : comment « faire système » à partir de ces actes de solidarité ? Quelle caisse de résonance inventer ? « Je ne crois pas à l'impuissance de l'État » affirme Najat Vallaud-Belkacem, pointant l'incohérence des politiques, à l'égard des réfugiés par exemple. Il faut « se redonner les moyens », mais aussi expliciter et valoriser les aspirations contemporaines afin de les rendre désirables - pour la transition écologique, plus d'égalité, d'hospitalité.

Plusieurs réactions soulignent que les citoyens sont insuffisamment écoutés par les acteurs politiques dont c'est la mission, et pointent les responsabilités des médias, y compris publics. Najat Vallaud-Belkacem est préoccupée par le poids des GAFAM : « on est en train de vivre la fin de la possibilité d'émancipation à cause de ces outils ! » Tarek Daher, lui, déplore que les réussites de terrain inspirent peu les législateurs.



En réponse aux inquiétudes de la salle sur les inégalités, Philippe Descola croit à l'essaimage « depuis les marges vers le cœur de la vie démocratique » de modèles valorisant le partage et les milieux de vie.

Pour Najat Vallaud-Belkacem, c'est dans le milieu associatif que « s'expérimente au quotidien une certaine idée de l'universel, de l'intérêt général ». Tarek Daher signale que « l'exemple américain nous alerte sur ce qui pourrait nous arriver », et rappelle à son tour que le monde associatif a un rôle central à jouer dans la rénovation démocratique, après avoir déjà inspiré de multiples nouveaux droits acquis dans les dernières décennies.



## OÙ ÇA COINCE ?

Débat du  
SAMEDI 14 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Le conflit est inévitable dans la vie en société mais il n'est pas forcément négatif. Il peut clarifier les positions, permettre de se parler et d'avancer ensemble. Comment comprendre et dépasser nos divergences ? Quelles sont nos valeurs partagées ? À quoi tenons-nous, et que plaçons-nous au-dessus de nos légitimes désaccords politiques, éthiques ou religieux ?

**Intervenant-es :** **François Héran** (démographe spécialiste des migrations), **Sandra Hoibian** (directrice générale du CREDOC - Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie), **Amandine Dampierre-Pecnik** (Job4mi) et **Johan Perrocheau** (militant syndical de la CFDT).

**Animation :** **Florent Guénard** (La Vie des idées).

Pour comprendre d'où viennent les conflictualités actuelles et envisager les pistes pour les dépasser, Amandine Dampierre-Pecnik évoque son activité associative pour l'insertion des personnes immigrées, et la façon dont les parties prenantes (bénévoles, personnes en recherche d'emploi, représentant-es d'entreprises) se rassemblent autour d'un objectif commun au-delà de leurs

différences. Johan Perrocheau évoque son expérience syndicale et de conseiller prud'homme : le conflit est parfois inévitable, mais le compromis permet de le dépasser : « Tout le monde défend ses intérêts, et il faut sans arrêt négocier. Parfois c'est frustrant, mais pas que ! »

Une société n'est pas démocratique sans conflits, rappelle Sandra Hoibian. Elle s'inquiète cependant de sa réduction à un système concurrentiel entre individus : « il manque un narratif autour de la coopération ». François Héran souligne, citant le philosophe Bernard Manin, l'importance de la délibération en démocratie, tout en critiquant des décideurs publics qui tiennent à distance les conclusions de concertations.



Spécialiste des migrations, François Héran évoque des acteurs politiques qui écartent les données statistiques, au profit de leur vision personnelle de l'opinion des Français-es. Amandine Dampierre-Pecnik observe une vraie déconnexion entre discours anti-immigration et besoins des entreprises, craignant les conséquences de restrictions futures. Les apports multiples de l'immigration, évoqués par la salle, sont rappelés par François Héran : au-delà d'une vision utilitariste (économique, démographique) les migrations font circuler les idées, la créativité : « même si on raisonne dans une optique identitaire, l'apport de l'immigration est indubitable ».



Animées par le souci des générations futures, diverses réactions déplorent le manque de sincérité des décideurs politiques. Comment, alors, restaurer du dialogue, et dans quels espaces communs ? Pour Sandra Hoibian, l'érosion progressive des corps intermédiaires constitués impose désormais d'inventer des cadres de discussion tenant compte d'individualités qui veulent être entendues. Habitué au dialogue social, Johan Perrocheau souligne aussi le besoin de temps pour le mener, et les multiples obstacles qui rendent indispensable une dimension collective pour ce travail. Les contraintes tempo-

relles pourraient-elles trouver une solution dans un meilleur partage des engagements ? Sandra Hoibian y voit un domaine où une meilleure parité entre femmes et hommes pourrait être une solution, appelant aussi au développement de cadres pour l'engagement civique de toutes les générations. Plusieurs interventions déplorent enfin la façon dont le milieu associatif et syndical est déconsidéré par un pouvoir politique excessivement monopolistique. Partageant ce constat, Amandine Dampierre-Pecnik pratique le plaidoyer et croit à son importance, en s'appuyant sur des relais politiques qui y soient sensibles.



# L'ÉCOLOGIE, L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS

Débat du  
SAMEDI 14 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Face à la crise climatique, nous devons changer nos modes de vie. Cette transition nécessite de redéfinir notre rapport à la nature, à la consommation et de penser une autre organisation de la société. Ce sont ainsi toutes nos conceptions de la justice sociale, de l'économie et de la démocratie qui sont à réinventer, dans un contexte d'urgence et de rareté des ressources. Cette révolution est loin de mettre tout le monde d'accord et pourtant elle concerne chacun-e d'entre nous. Comment la réaliser ensemble ?

**Intervenant-es :** **Pierre Charbonnier** (philosophe), **Nicolas Duvoux** (président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion), **Selma Mahfouz** (économiste), **Jacques Chiron** (administrateur de l'association Terre de Liens Pays de la Loire) et **Mireille Naudin** (représentant-e du groupe local du Pacte du pouvoir de vivre du pays de Redon - mobilité en milieu rural).  
**Animation :** **Anne Bringault** (directrice des programmes du Réseau Action Climat).

Loin d'être impossible, la conciliation entre protection de l'environnement et lutte contre la précarité anime le quotidien d'acteurs associatifs. Mireille Naudin cite la création par le Secours catholique et la Croix Rouge d'un réseau mettant à disposition voitures ou chauffeurs pour soutenir la mobilité des personnes isolées dans les territoires ruraux de Redon. L'action de Terre de Liens, présentée par Jacques Chiron, permet aussi de soutenir les agriculteurs et agricultrices souhaitant produire du bio, dans l'acquisition du foncier.

Selma Mahfouz a participé avec Jean Pisani-Ferry au chiffrage des investissements publics et privés nécessaires en France pour respecter les objectifs 2030 de réduction des gaz à effet de serre, évalués à environ 70 milliards d'euros par an. De son côté, les travaux du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion tiennent compte du lien entre ces impératifs et

les inégalités, explique Nicolas Duvoux. « Les plus modestes sont victimes d'une triple peine en matière écologique : les plus affectés face au dérèglement climatique, les moins émetteurs, ils sont pourtant exclus de la transition telle qu'elle est menée. » La transition écologique se présente dès lors comme un « mur » impossible à franchir pour près de 40 % de la population.



Pierre Charbonnier, philosophe, souligne une tension entre les risques associés au changement climatique et ceux liés à la transition elle-même : « la façon dont les mesures écologiques touchent la société ne crée plus le consensus mais accentue les divisions », et suscite des oppositions au sein des sociétés comme entre des États aux modèles économiques différents. Pour Nicolas Duvoux, réduire ces oppositions nécessite de valoriser la sobriété des personnes pauvres (même en partie subie), d'instaurer la proportionnalité des efforts de financement et de réduction des émissions, et de suivre une temporalité qui évite de faire de la transition un mécanisme d'exclusion.

Mireille Naudin déplore aussi le manque d'information autour des initiatives écologiques, qui peinent à toucher les populations concernées. Les inquiétudes face à la désinformation en matière environnementale suscitent d'ailleurs des réactions. Selma Mahfouz identifie comme enjeu la définition d'un avenir désirable, en renouvelant les conceptions du progrès pour aboutir à des solutions partagées. Elle rejoint ainsi des interventions remettant en question le consensus sur la croissance économique, et craignant l'avènement d'une écologie autoritaire.

Le mot d'ordre de la sobriété reste soumis à une limite d'acceptabilité sociale, comme le reflètent plusieurs interventions de la salle. Nicolas Duvoux avance un impératif de qualité de vie pour tous, et un enjeu démocratique sur les mesures adoptées. Pour Pierre Charbonnier, il faut concilier la sobriété avec d'autres stratégies, tout en soulignant que la transition est également un gisement de croissance : « Il est possible d'avoir une société efficace et sobre qui ne décroît pas ! »



# FAIRE SOCIÉTÉ AVEC NOS DIFFÉRENCES

Débat du  
SAMEDI 14 JUIN

» RÉ-ÉCOUTER LE DÉBAT

Dans les discours politiques et médiatiques, nos différences de points de vue, de valeurs, de modes de vie sont très souvent mises en avant, alimentant les clivages au sein de la société. Pourtant, si chacun et chacune d'entre nous souhaite s'épanouir comme il ou elle le souhaite, il y a un véritable enjeu à construire du commun où les besoins des un-es et des autres ne se font pas concurrence mais sont pris en considération de manière égale. Comment parvenir à cet équilibre ?

**Intervenant-es :** **François Dubet** (sociologue de l'éducation), **Félicien Faury** (politiste spécialiste de l'extrême droite), **Isabelle Hallet** (représentante départementale d'APF France Handicap) et **Yves Pouzaint** (président de la FAL 44 - Ligue de l'enseignement).

**Animation :** **Pauline Peretz** (La Vie des idées).

Les différences menacent-elles l'unité sociale ? Selon François Dubet, les sociétés sont plus tolérantes qu'il y a quelques décennies : l'enjeu actuel n'est plus la tolérance mais la reconnaissance d'une égale dignité entre toutes et tous. Or celle-ci suscite des rejets : « dès lors que vous êtes tenus de reconnaître que telle culture, sexualité ou religion est également digne à la vôtre, la vôtre cesse d'être la norme ». Comment reconnaître des différences sans y voir une menace ? Yves Pouzaint évoque le travail d'éducation contre le racisme et les discriminations au sein de la Ligue de l'enseignement : « Ce qui est en jeu, c'est la devise de la République : liberté, égalité, fraternité, et on y ajoute la solidarité ! »

Félicien Faury enquête sur l'électorat RN, composé de classes « qui ne sont pas les plus pauvres, plutôt des personnes qui ont acquis un petit capital et qui ont peur de le perdre ». Plus que le revenu, le diplôme et le ressentiment contre la sélection scolaire s'y reflètent, bien que le racisme reste central. De son côté, Isabelle Hallet croit à la construction d'une société inclusive en faisant converger les luttes par un même souci d'égalité et de reconnaissance des droits.



Pour la salle, la république ne permet plus de faire société ni de lutter contre les inégalités, à l'école notamment. Félicien Faury observe « un sentiment d'injustice : le système fiscal ou scolaire est opaque, on est obligé d'y jouer mais on n'a pas toutes les cartes. » François Dubet rappelle que l'école a toujours été inégalitaire : c'est la valeur grandissante accordée aux diplômes qui rend ses verdicts plus implacables. Yves Pouzaint estime cependant que des projets concrets peuvent contribuer à réaliser la promesse républicaine. Ainsi, l'importance de l'éducation populaire est évoquée par plusieurs voix, dont François Dubet et Yves Pouzaint, qui appellent à la revitaliser contre la logique de marchandisation du secteur.



Plusieurs réactions soulignent l'impératif d'accessibilité et d'inclusion pour faire société. Isabelle Hallet signale de vraies réussites dans l'espace public en France et en Europe, qui montrent que cela est possible. Le rôle des médias dans la montée de l'extrême droite inquiète aussi: pour Félicien Faury, les représentations de l'insécurité sont particulièrement concernées. L'importance de la culture suscite plusieurs réactions: François Dubet s'accorde sur le besoin de trouver des représentations qui ne soient pas négatives, pour les banlieues par exemple.

L'injonction au commun ne concernerait-elle que les classes les moins favorisées? La «sécession des riches» est évoquée par plusieurs voix, et certain-es participant-es déplorent l'instrumentalisation de revendications individuelles pour fragmenter les collectifs. Félicien Faury y voit un point de vigilance pour construire du commun sans pratiques d'exclusion. C'est contre la multiplication de petites inégalités qu'il faut aussi agir, rappellent enfin François Dubet et Yves Pouzaint.



# CE QUI NOUS UNIT, CE QUI NOUS DIVISE

Table ronde  
SAMEDI 14 JUIN

» VOIR LE REPLAY

Essor des inégalités, défiance envers les élu·es, diffusion d'une rhétorique réactionnaire, contestation des vérités scientifiques... : nous vivons une époque troublée et conflictuelle. Devons-nous pour autant céder au pessimisme ambiant ? S'il nous faut défendre les institutions publiques et démocratiques, garantes de l'intérêt général, les solutions aux crises que nous traversons ne sont-elles pas aussi à aller rechercher du côté des citoyen·nes et des acteur·ices sociaux·ales ?

**Intervenant·es :** **Patrick Boucheron** (historien), **Anne Bringault** (directrice des programmes du Réseau Action Climat), **Claire Hédon** (Défenseure des droits) et **Maëlle Nizan** (présidente de la Fédération des associations générales étudiantes - FAGE).

**Modération :** **Christophe Robert** (délégué général de la Fondation pour le logement des défavorisés et porte-parole du Pacte du pouvoir de vivre).

Introduisant la dernière séance plénière de l'évènement, Christophe Robert constate, malgré les fragilités et les défiances contemporaines, la détermination et les ressources des acteurs associatifs, dont peut émaner un projet de société et des priorités - solidarités, écologie, modèle économique, rapport à la consommation, façons de construire du commun. « Il est possible de construire des politiques publiques autrement, en les basant sur l'écoute, le dialogue, la réalité des vécus et l'expérience de la société civile ».

La Défenseure des droits Claire Hédon considère le respect des droits comme un pilier de la démocratie. Ses inquiétudes sont fortes face aux inégalités et aux discriminations visant l'origine, la religion, le handicap, l'orientation sexuelle, ou encore le genre. « Cela mine notre cohésion sociale ! » Maëlle Nizan soutient la valorisation de « ce qui unit », citant les procédures participatives et formations mises en place par la FAGE qu'elle préside. Elle constate que l'engagement des jeunes part de questionnements quotidiens

ou de moments festifs, avant d'évoluer vers des luttes systémiques.

Historien, Patrick Boucheron s'interroge sur les différences de regard sur le monde qui creusent les mécontentements et inspirent les haines. Il ne croit pas cependant au « grand récit » émancipateur, où il voit une illusion rétrospective. Face à l'offensive antidémocratique, ce sont aux pratiques d'inspirer le changement, tout en analysant les moments de division et de disqualification de la parole politique (crise des Gilets jaunes, pandémie de Covid). Au sein du Réseau Action Climat, Anne Bringault assiste au backlash anti-écologique inspiré par l'extrême droite. La préoccupation de la population pour le changement climatique ne recule pourtant pas. Le Pacte du pouvoir de vivre peut, selon elle, porter un projet fédérateur en démultipliant les initiatives associatives.

Des voix issues de la salle se disant préoccupées par l'extrême droite, Patrick Boucheron invite à contrer les discours racistes en défendant la réalité d'une France diverse : « nous vivons dans ce pays une vie qui n'est pas conforme à la représentation idéologique politiquement dominante qu'on en donne ». Les attaques, y compris au sein du gouvernement, contre l'État de droit, le droit des étrangers, et les libertés de manifestation et associatives, inspirent de l'inquiétude à Claire Hédon, mais ne lui font pas perdre confiance dans les mobilisations pour les défendre. Pour Maëlle Nizan, l'engagement associatif peut toucher le plus grand nombre, et apporter une réponse concrète aux tentations extrémistes. Anne Bringault appelle de son côté à démontrer la faisabilité des mesures de solidarité et de protection de l'environnement, comme alternative aux idées liberticides.

Questions et témoignages poussent Claire Hédon à rappeler l'importance de l'accès à la justice, élément essentiel de la démocratie, contre l'éloignement ressenti par une partie de la population.

La transparence des données publiques et leur prise en compte par les législateurs est aussi un enjeu essentiel, signale-t-elle, comme le montrent les débats biaisés sur l'accueil des gens du voyage. Pour Anne Bringault, les problématiques de désinformation doivent inspirer un renouveau de l'éducation populaire. Maëlle Nizan met en avant les difficultés à un dialogue serein, et la nécessité d'en créer les conditions. Pour Patrick Boucheron, il faut avant tout « politiser les problèmes du quotidien, de l'intime, révéler les vérités » - comme sur la gestion des Ehpad. L'accomplissement qu'est la constitutionnalisation de la liberté recourir à l'IVG en 2024 est bien la preuve, souligne-t-il, qu'il y a des raisons d'espérer.

Concluant ces deux jours de débats, Pierre Rosanvallon croit à la possibilité de contrer l'extrême droite par l'appel aux « vérités de la proximité et de la réalité vécue ». Face à la déception démocratique, les expérimentations institutionnelles ne suffiront pas : restaurer la dimension sensible de la représentation, « rendre présent » dans le débat public ce que vivent les gens, est possible à partir du travail des associations. « Ce qui nous divise c'est l'abstraction, ce qui nous unit c'est la possibilité de la réalité ». La démocratie, rappelle-t-il, repose sur un principe d'égalité : « une relation entre pairs, d'égale dignité ».



# LES AUTRES ESPACES DU FORUM



## LE CAFÉ DES IDÉES

Dans l'espace convivial du bar du Lieu Unique, la revue La Vie des Idées a proposé une série de rencontres littéraires avec les autrices et les auteurs de livres récemment parus sur la société française, ses conflits et ses mobilisations, hier et aujourd'hui.

## LE FORUM DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

Cet espace dédié au Pacte du pouvoir de vivre a permis aux visiteurs de découvrir les actions menées localement et d'échanger avec les bénévoles des différentes organisations.



## LA LIBRAIRIE

Une sélection d'ouvrages en écho à l'événement était disponible au niveau du Salon du Lieu Unique, dans une librairie éphémère proposée par les Librairies Complices.



# REMERCIEMENTS

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des intervenant-es, les participant-es, les bénévoles et toutes les personnes mobilisées, dont l'engagement a fait la réussite de ce forum.

Merci aux équipes qui ont oeuvré ensemble durant plusieurs mois pour faire le succès de ces deux jours: [Pierre Rosanvallon](#), [Nicolas Delalande](#), [Damien Larrouqué](#) pour la République des Idées; [Christophe Robert](#), [Amandine Lebreton](#), [Lisa Penalver](#), [Claire Thoury](#), [Christophe Dague](#) pour le Pacte du pouvoir de vivre; [Elie Commins](#),

[Dorine Dzyczko](#), [Aurélie Garzuel](#), [Fleur Richard](#), [Elodie Crouzet](#) pour le Lieu Unique.

Merci aux membres du groupe local du Pacte du pouvoir de vivre de Nantes qui se sont pleinement investis pour que cet événement fasse le lien avec les enjeux locaux et donne la part belle aux acteurs et actrices du territoire.

Merci à [Julien Le Mauff](#) de la Vie des Idées d'avoir réalisé la présente synthèse des deux jours de débats.

Enfin, merci à nos partenaires, la Fondation Européenne pour le Climat et la Ville de Nantes.



# PRÉSENTATION

## LE PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

Le Pacte du pouvoir de vivre est un collectif d'organisations de la société civile unies, au niveau national et local, pour porter ensemble des réponses aux enjeux environnementaux, sociaux, économiques et démocratiques.

Le Pacte du pouvoir de vivre est composé de plus de 60 membres - associations, fondations, syndicats, mutuelles - et de près de 35 groupes locaux qui s'appuient sur l'association d'animation du Pacte du pouvoir de vivre pour mener leurs actions tout au long de l'année.

[www.pactedupouvoirdevivre.fr](http://www.pactedupouvoirdevivre.fr)

## LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES

Créée en 2002 par Pierre Rosanvallon, «La République des idées» est un atelier intellectuel international. Sa vocation est de produire des analyses et des idées originales sur les grands enjeux de notre temps : approfondissement de la démocratie, réforme du capitalisme, lutte contre les inégalités, défi climatique, égalité femmes-hommes, etc. «La République des idées» est aussi la collection des prix Nobel d'économie.

Une centaine de volumes ont été publiés depuis cette date.

[www.repid.com](http://www.repid.com)

ven 13 + sam 14 JUIN 2025 Deux jours de débats  
pour réveiller la démocratie  
au **Lieu Unique** | Nantes

LE PACTE DU POUVOIR DE VIVRE /// LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES /// LE LIEU UNIQUE

DA - Le Lieu Unique

Photos © David Gallard

Illustrations © Gwendoline Blosse /// Licences L-D-20-1682 / L-D-20-1683 / L-D-20-1684

Mise en page - Anne-Sophie Fernandez

